

# Le bilan économique 2012 en Limousin

## SOMMAIRE

<b>Synthèse nationale</b>	Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule	2
<b>Synthèse régionale</b>	2012 : année difficile pour l'économie limousine	3
<b>Emploi</b>	L'emploi salarié limousin se replie fortement en 2012	4
<b>Chômage</b>	Le marché du travail limousin en difficulté	6
<b>Démographie d'entreprises</b>	Les auto-entreprises soutiennent les créations	8
<b>Agriculture</b>	Des prix agricoles élevés, mais des revenus toujours faibles en élevage	10
<b>Construction</b>	L'activité dans le BTP se replie fortement en 2012	12
<b>Transports</b>	Transports : une situation dégradée en 2012	14
<b>Tourisme</b>	Un bilan touristique plutôt satisfaisant, dans un contexte de restructuration de l'offre	16
<b>Prestations sociales</b>	En 2012, plus d'un ménage limousin sur trois perçoit une prestation sociale	18

## Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

### Ralentissement de l'activité mondiale

En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

### En France, le PIB stagne

En France, l'activité a stagné en 2012 (+0,0 %, données cvs-cjo) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+2,0 %, données cvs-cjo).

La demande extérieure adressée à la France a en effet pâti du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens

et services ont dès lors marqué le pas en 2012 (+2,4 % après +5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité a toutefois été nettement positive (+1,0 point) car le ralentissement des importations a été encore plus marqué (-1,1 % après +5,1 % en 2011). Ce ralentissement des achats à l'étranger reflète notamment le très fort mouvement de déstockage observé en 2012 (-0,9 point de contribution à l'activité). En outre, la demande intérieure a reculé en France en 2012 (-0,9 %).

Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) a fléchi en 2012 (-1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en construction (-2,1 %) et en matériel de transport (-11,0 %). Les ménages (-0,3 %) ainsi que les administrations publiques (-0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

### Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

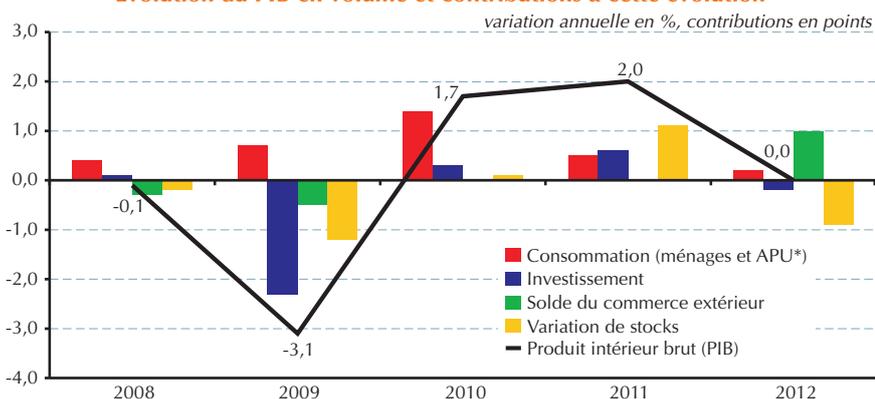
La consommation des ménages a baissé en 2012 (-0,4 %, après +0,5 % en 2011) : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés,

les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+4,2 % après +6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats automobiles. En lien avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+0,9 % en valeur après +2,7 % en 2011), le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (-0,9 % en 2012 après +0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel se replie de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (-0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

### De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands ont été importantes en 2012 (-99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total a été toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage a atteint 10,6 % au quatrième trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine) en progression de 0,8 point sur l'année.

#### Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Jean-François Ouvrard  
Insee, Direction des études  
et synthèses économiques

## 2012 : année difficile pour l'économie limousine

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, 2012 aura été une année de croissance nulle en France : le produit intérieur brut reste stable alors qu'il avait progressé de 2,0 % en 2011 (données révisées). La crise n'épargne pas l'économie limousine où la dégradation amorcée mi-2011 s'est prolongée tout au long de l'année.

### **L'emploi se contracte fortement et le chômage progresse**

En 2012, l'emploi salarié limousin se contracte plus fortement qu'en 2011. Les effectifs sont en repli de 1,6 %, contre -0,6 % au niveau national. Cette évolution concerne les trois départements de la région et affecte tous les secteurs de l'économie.

Alors que l'augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand limite les pertes d'emploi au niveau national, ceux-ci ne progressent que faiblement dans la région.

Conséquence de la dégradation de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 8,5 % et atteint un niveau qui n'avait pas été relevé depuis 1995. Les seniors sont particulièrement touchés et la durée moyenne du chômage continue de progresser. Parallèlement, le niveau des offres collectées par Pôle emploi diminue de 23 % par rapport à 2011.

Dans ce contexte, le taux de chômage enregistre une nouvelle progression et s'établit à 9,5 % fin 2012. Comme au niveau national, il augmente de 0,8 point sur l'année mais reste inférieur au taux de 10,2 % observé en France métropolitaine.

### **Hausse du nombre de bénéficiaires des prestations sociales**

Dans cette situation économique dégradée, l'aide au logement, la garantie

d'un revenu ou le soutien aux familles sont davantage mobilisés. En Limousin comme en France métropolitaine, le nombre d'allocataires des Caisses d'allocations familiales progresse d'environ 0,8 %. Dans la région, plus du tiers des ménages sont concernés par les prestations familiales et sociales.

### **Des créations d'entreprises à la hausse**

Malgré le contexte difficile, et après une année de repli, les immatriculations d'auto-entreprises, qui représentent 57 % des créations, enregistrent un rebond alors que la création d'entreprises classiques se contracte. Ainsi, le nombre de nouvelles entreprises progresse dans la région tandis qu'il reste quasiment stable en France.

Par ailleurs, les défaillances d'entreprises se stabilisent alors qu'elles progressent au niveau national.

### **Année difficile dans les transports et le BTP**

Le transport routier de marchandises qui avait bien résisté en 2011 se replie en volume, mais le chiffre d'affaires des entreprises progresse en raison de la répercussion de la hausse du prix du carburant sur les tarifs. De même, le transport de voyageurs est à la peine, tant dans le ferroviaire que dans le transport aérien.

Le secteur de la construction reste fortement impacté par la crise. Les mises en chantier de logements neufs diminuent, tandis que la construction de bâtiments non résidentiels résiste. L'activité dans l'entretien et la rénovation se contracte légèrement comme au niveau national.

Dans les travaux publics, la situation reste préoccupante et les entrepreneurs manquent de visibilité sur les mois à venir ; le chiffre d'affaires des entreprises se replie pour la cinquième année consécutive.

### **Pas d'embellie dans l'agriculture**

Dans le domaine agricole, la production animale est en repli après le pic d'abattage de 2011, entraînant une progression des cours. Mais des conditions météorologiques éloignées des normales de saison ont limité les productions végétales. Si les revenus des producteurs de céréales et d'oléagineux ont progressé en 2012, ceux des éleveurs, notamment de bovins-viande devraient se contracter.

### **Une saison touristique plutôt satisfaisante**

En 2012, le nombre de touristes ayant séjourné dans les campings de la région progresse. Mais avec des séjours plus courts, la fréquentation se contracte. La fréquentation dans l'hôtellerie poursuit le repli amorcé en 2009 et la clientèle étrangère se fait toujours plus rare.

L'année 2012 aura été sans conteste une nouvelle année de dégradation de la situation économique, en Limousin comme dans le reste de la France et les perspectives pour l'année 2013 restent peu encourageantes. L'estimation du produit intérieur brut pour le premier trimestre marque l'entrée en récession de la France : il se replie de 0,2 %, comme au quatrième trimestre 2012.



**Nathalie Garrigues**  
Insee Limousin

## L'emploi salarié limousin se replie fortement en 2012

*En 2012, pour la deuxième année consécutive, l'emploi salarié dans les secteurs marchands s'est contracté en Limousin. Le recul est nettement plus marqué qu'en 2011 et tous les secteurs d'activité s'orientent à la baisse. L'emploi diminue dans les trois départements et 90 % des pertes concernent la Haute-Vienne et la Corrèze.*

En Limousin comme en France métropolitaine, l'emploi salarié s'oriente à la baisse en 2012.

Au niveau national, l'emploi salarié s'était redressé modérément en 2010 ainsi qu'en 2011, malgré un second semestre atone. En 2012, après une légère progression au premier trimestre, l'emploi se contracte de nouveau. Sur l'année, les effectifs salariés dans les secteurs principalement marchands se replient de 0,6 %.

En Limousin, le repli de l'emploi (-1,6 %) intervient après une année 2011 déjà orientée à la baisse. Après un premier trimestre 2012 de stabilisation, l'emploi s'est ensuite très fortement dégradé avant de se replier plus modérément au quatrième trimestre. Au final, le Limousin a perdu près de 2 300 postes, dont 80 % au cours des deuxième et troisième trimestres. Les pertes enregistrées sont ainsi plus de trois fois supérieures à celles de 2011.

### **L'emploi se contracte fortement dans le commerce**

En 2012, tous les secteurs d'activité ont enregistré une évolution défavorable. L'industrie et la construction subissent les pertes les plus lourdes mais le tertiaire marchand est également affecté.

Traditionnels moteurs de la croissance de l'emploi régional, les services marchands hors intérim affichent des effectifs en repli tout au long de l'année (-0,4 %). Seuls les services aux ménages ont été créateurs d'emplois. À l'opposé, les pertes sont importantes dans les services aux entreprises ainsi que dans les activités immobilières.

Dans le commerce, l'emploi salarié se contracte tout au long de l'année (-1,7 %) et subit des pertes importantes comparables à celles observées en 2009. Au total, près de 550 emplois ont été supprimés dans le commerce. Secteur le plus affecté en 2011, l'intérim s'est à nouveau dégradé en 2012.

Si la baisse est importante, elle est beaucoup plus contenue que lors de l'année précédente (-3,7 après -13,0 %). Les pertes se sont concentrées aux deuxième et troisième trimestres puis l'emploi intérimaire s'est stabilisé en fin d'année.

### **Sévère dégradation dans l'industrie et la construction**

Le rebond de l'emploi industriel constaté en 2011 ne s'est pas confirmé et les effectifs repartent à la baisse (-2,0 %). Avec plus de 700 postes supprimés en 2012, l'industrie concentre près d'un tiers des emplois perdus. Deux branches sont particulièrement touchées : la fabrication de denrées alimentaires et de boissons (-3,2 %) et surtout le vaste secteur regroupant notamment la métallurgie, les industries du cuir, du bois et du papier, de la pharmacie (-3,1 %, soit 570 emplois détruits). À l'inverse, les industries de cokéfaction et raffinage, les industries extractives, de l'énergie et de l'eau et de la fabrication de matériels de transport ont été créatrices d'emplois.

Dans la construction, qui rassemble plus d'un salarié limousin sur dix, l'emploi est en baisse pour la quatrième année consécutive (-3,9 %). Ainsi, 600 postes ont été détruits en 2012 : ces pertes sont les plus importantes depuis 2009, année au cours de laquelle la construction avait déjà perdu plus de 600 emplois.

Au final, dans la région, 32 % des emplois détruits en 2012 l'ont été dans l'industrie, 26 % dans la construction et 24 % dans le commerce.

### **La Creuse moins touchée par le recul de l'emploi**

En 2012, l'emploi creusois s'est replié pour la cinquième année consécutive (-1,1 %). Les créations d'emploi dans

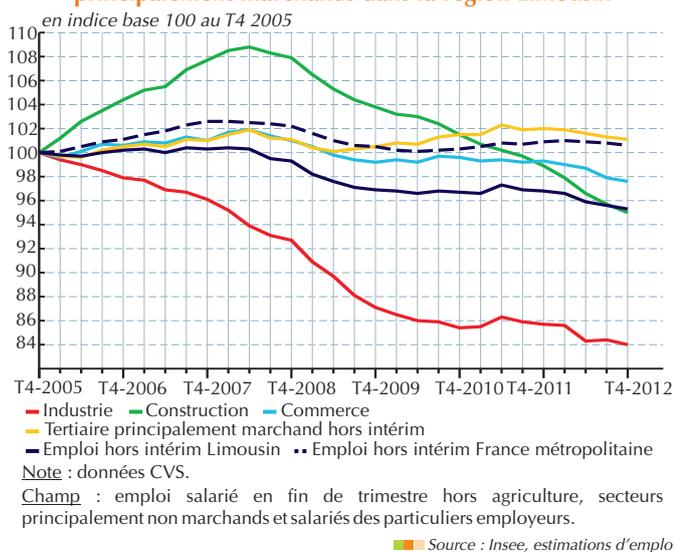
l'intérim et les services marchands hors intérim ne compensent pas les pertes d'effectifs dans les autres secteurs, notamment le commerce (-3,1 %).

L'emploi salarié se contracte nettement en Corrèze (-1,7 %) et en Haute-Vienne (-1,6 %). Dans ces deux départements, tous les secteurs d'activité sont touchés. En Haute-Vienne, la construction concentre plus du quart des emplois détruits dans le département en 2012 mais les pertes sont également importantes dans les autres branches d'activité. En Corrèze, l'emploi industriel s'est nettement contracté (-3,1 %) ; l'industrie rassemble ainsi près de la moitié des emplois détruits dans le département en 2012.

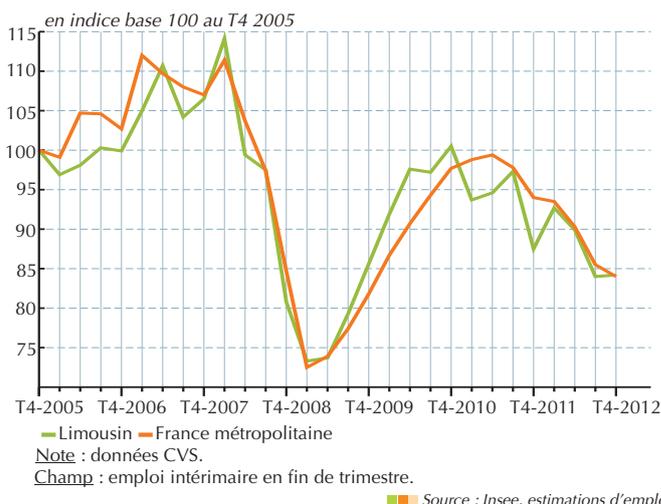


**Frédéric Carpentier**  
Insee Limousin

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Limousin



Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Emploi salarié par département et par secteur

	Emploi salarié au quatrième trimestre 2012 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Corrèze	48,8	-3,1	-4,0	-0,7	-1,3	-4,6	-1,7
Creuse	16,4	-1,5	-1,3	-0,8	-3,1	3,6	-1,1
Haute-Vienne	74,3	-1,3	-4,5	-1,3	-1,7	-4,8	-1,6
<b>Limousin</b>	<b>139,5</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>-3,7</b>	<b>-1,6</b>

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au quatrième trimestre 2012 (en milliers)		Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans (1)	
	Limousin	France métropolitaine	Limousin	France métropolitaine	Limousin	France métropolitaine
<b>Industrie</b>	<b>35,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,6</b>	<b>-2,1</b>	
Industrie agro-alimentaire	6,1	-3,2	-0,9	-2,4	-0,8	
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	4,1	2,1	1,2	1,6	0,4	
Biens d'équipement	5,7	-1,5	-0,8	-3,5	-2,8	
Matériels de transport	1,8	3,4	0,3	1,5	-1,9	
Autres branches industrielles	17,8	-3,1	-1,8	-3,6	-3,0	
<b>Construction</b>	<b>14,7</b>	<b>-3,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-1,0</b>	
<b>Tertiaire marchand</b>	<b>89,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	
Commerce	30,3	-1,7	-0,7	-0,7	-0,3	
Transports	14,8	-0,2	-0,4	-0,8	-0,3	
Hébergement - restauration	7,5	-0,1	0,6	1,6	0,8	
Information - communication	2,3	-1,9	0,3	-1,8	0,6	
Services financiers	5,8	-0,8	0,6	0,3	0,3	
Services immobiliers	1,6	-5,0	-1,3	-3,7	-1,1	
Services aux entreprises	15,3	-0,6	1,1	1,7	1,1	
Services aux ménages	6,8	1,2	-0,8	1,2	0,5	
Intérim	5,0	-3,7	-10,7	-4,6	-4,7	
<b>Total</b>	<b>139,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,6</b>	

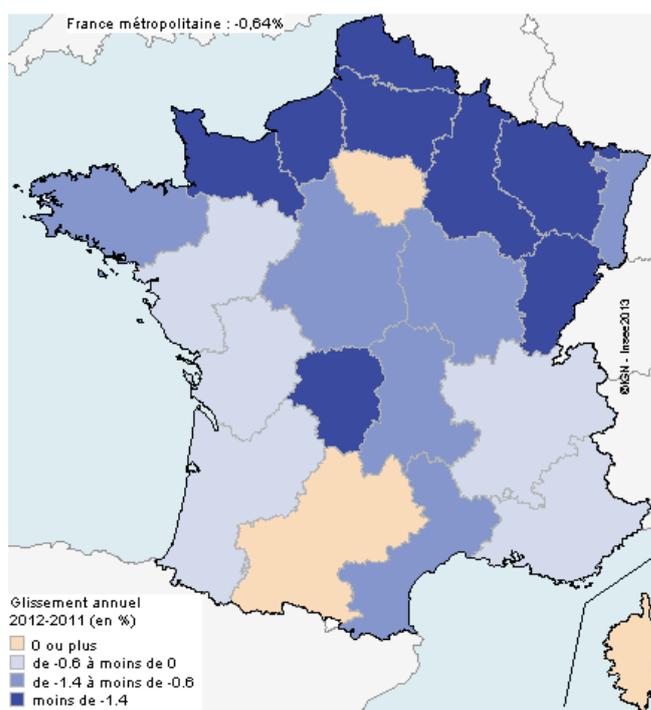
Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution régionale de l'emploi salarié



Note : données CVS.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi

## Le marché du travail limousin en difficulté

*En 2012, la situation du marché du travail continue de se dégrader en Limousin comme en France. Dans la région, le taux de chômage et la demande d'emploi sont en hausse. Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée sont les plus touchés. Les contrats aidés ont été plus nombreux mais les contrats en alternance sont en baisse.*

Comme en France métropolitaine, le taux de chômage limousin s'est dégradé tout au long de l'année pour s'établir à 9,5 % de la population active fin 2012. La progression de 0,8 point est similaire à celle observée au niveau national où le taux de chômage s'affiche désormais à 10,2 %, un niveau qui n'avait plus été relevé depuis 1999.

Aucun des départements limousins n'est épargné. Le taux de chômage atteint son plus haut niveau en Haute-Vienne (9,9 %) et en Creuse (10,5 %) depuis 1982. La Corrèze demeure le département le moins affecté (8,5 %) et figure toujours parmi les quinze départements les moins touchés. Cependant, ce département enregistre la plus forte progression annuelle (+ 1,2 point), la hausse étant plus contenue en Creuse (+ 0,9 point) et en Haute-Vienne (+ 0,6 point).

### Une dégradation continue du marché du travail

Au 31 décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C n'a jamais été aussi élevé depuis au moins 1995, avec 48 320 inscrits à Pôle emploi. La progression des effectifs, continue tout au long de l'année, atteint 8,5 % sur un an, chiffre comparable à celui de la France métropolitaine.

Les seniors sont particulièrement touchés, avec une progression annuelle de 16 % dans la région, soit un point de plus qu'au niveau national. La demande d'emploi des jeunes, bien qu'ayant décliné au dernier trimestre, augmente également plus en Limousin (+ 9,9 %) qu'en France métropolitaine. Cette hausse est plus de deux fois supérieure à celle de l'an passé. D'une ampleur comparable à celle de l'année précédente (+ 6,9 %), la demande d'emploi des femmes limousines a connu cependant une

progression inférieure à celle observée au niveau national.

Les effectifs des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmentent de 11,4 % pour s'établir à 20 280 fin décembre 2012. Cette hausse est moindre que celle du niveau national (+ 12,8 %). La durée moyenne du chômage s'allonge petit à petit, mais à un rythme moins rapide qu'en 2010 ou 2011. Ainsi, un demandeur d'emploi est resté inscrit en moyenne 15,9 mois en 2012 contre 15,3 mois en 2011, 14,5 mois en 2010 et 13,3 mois en 2009. Comme en 2011, la durée moyenne du chômage en Limousin reste supérieure d'un mois à celle de la France.

Le niveau d'enregistrement des offres déposées à Pôle emploi a été tout au long de l'année 2012 inférieur à celui de 2011 (- 23 % sur l'année soit - 7 900 offres). Au final, un volume de 26 300 offres sur 2012 a été enregistré, dont un peu plus d'un tiers d'offres durables (6 mois ou plus), soit 5 points de moins qu'au niveau national.

Parallèlement, le rebond du chômage partiel observé fin 2011 se confirme, signe de la contraction de l'activité économique. Au final, 181 500 heures ont été consommées sur l'année, soit un volume 2,7 fois plus élevé qu'en 2011.

### Contrats aidés : une année en demi-teinte

Pour lutter contre le chômage, les politiques de l'emploi mettent à disposition des contrats aidés qui accordent des exonérations de charge ou des aides financières aux employeurs. En 2012, le dispositif phare à destination du secteur non marchand (les CUI-CAE) est resté à un niveau comparable de celui de 2011. En revanche, le nombre de contrats aidés du secteur marchand (les CUI-CIE) a baissé de près de 10 %. Ce type de contrats ne représente cependant que 6 % des contrats aidés. Par ailleurs, depuis no-

Dans cet article, seuls sont comptabilisés les demandeurs d'emploi :

- de catégorie A, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité dans le mois écoulé ;
- de catégorie B, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité d'au plus 78 heures dans le mois écoulé ;
- de catégorie C, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois écoulé.

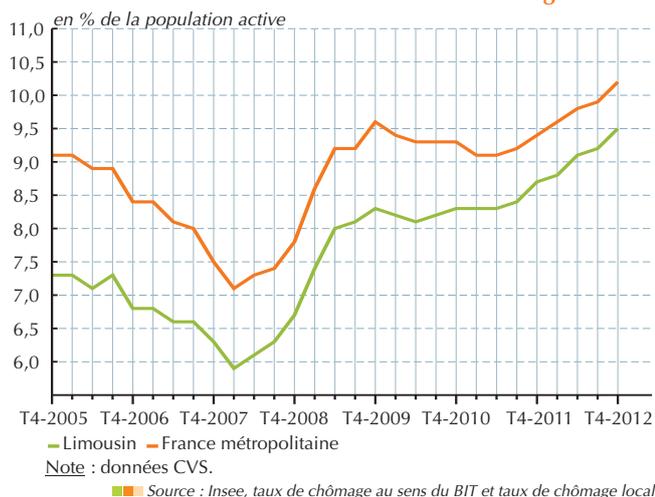
vembre 2012, les premiers contrats aidés « Emplois d'avenir » ont été prescrits en Limousin, ce qui peut expliquer la baisse des prescriptions des CUI-CIE/CAE sur la fin de l'année 2012.

Après avoir baissé de plus de 25 % en 2011, l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans via les contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) s'est stabilisé en 2012. Enfin, dans un contexte économique difficile et après une progression régulière depuis 2009, le nombre de contrats en alternance marque le pas en 2012 : les contrats en apprentissage diminuent de 14 % et les contrats de professionnalisation de 10 %.

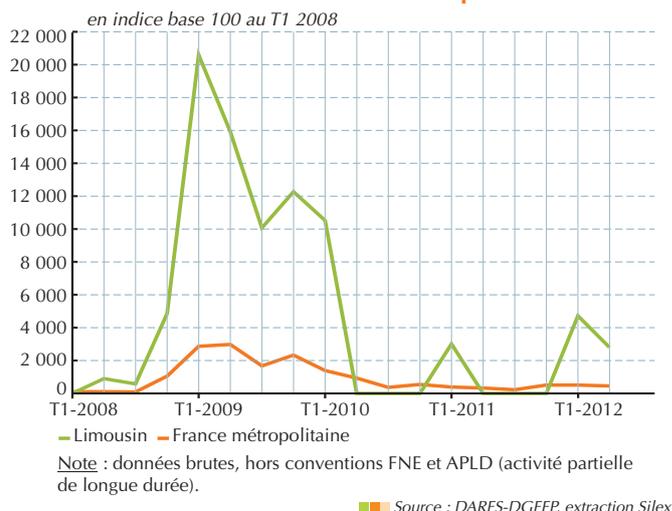


**Frédéric Carpentier**  
Insee Limousin  
**Émeline Barrière**  
**Myriam Vacheyroux**  
Directrice Limousin

Évolution trimestrielle du taux de chômage



Heures consommées d'activité partielle



Taux de chômage

en % de la population active

	T4 2011	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012 (p)	Évolution sur un an (en points de %)
Corrèze	7,3	7,5	7,9	8,0	8,5	1,2
Creuse	9,6	9,7	10	10,1	10,5	0,9
Haute-Vienne	9,3	9,4	9,6	9,8	9,9	0,6
<b>Limousin</b>	<b>8,7</b>	<b>8,8</b>	<b>9,1</b>	<b>9,2</b>	<b>9,5</b>	<b>0,8</b>
France métropolitaine	9,4	9,6	9,8	9,9	10,2	0,8

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2012 (en milliers)		Évolution sur un an (en %)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	23,3	16,6	10,2	11,2
Femmes	25,0	14,5	6,9	8,5
Moins de 25 ans	8,7	5,7	9,9	9,6
25 à 49 ans	29,0	18,3	5,6	7,2
50 ans ou plus	10,6	7,1	16,0	18,0
Inscrits depuis plus d'un an	20,3	nd	11,4	nd
<b>Limousin</b>	<b>48,3</b>	<b>31,2</b>	<b>8,5</b>	<b>9,9</b>
France métropolitaine	4 689,8	3 193,3	8,6	10,2

nd : données non disponibles.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES

Flux annuels d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi dans la région Limousin

en nombre

	2010	2011	2012 (p)	Évolution 2011-2012 (en %)
<b>Contrats en alternance :</b>				
Contrats de professionnalisation	1 088	1 249	1 124	-10,0
Contrats d'apprentissage	2 256	2 838	2 437	-14,1
<b>Emplois aidés secteur marchand :</b>				
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	1 059	412	372	-9,7
<b>Emplois aidés secteur non marchand :</b>				
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE)	5 108	5 331	5 439	2,0
<b>Mesures d'accompagnement des jeunes :</b>				
Contrats d'insertion à la vie sociale (CIVIS)	2 459	1 783	1 844	3,4

p : données provisoires.

Source : Direccte Limousin

## Les auto-entreprises soutiennent les créations

*En 2012, les créations d'entreprises repartent à la hausse en Limousin. Cette évolution est largement imputable au rebond des immatriculations d'auto-entreprises. L'industrie, les services aux particuliers et la construction en ont le plus bénéficié. La Creuse affiche la dynamique de création la plus forte. Le nombre des défaillances est identique à celui de 2011 ; il atteint un pic en fin d'année.*

En 2012, la création d'entreprises repart à la hausse en Limousin. Avec 4 460 nouvelles entreprises tous statuts confondus dans les secteurs marchands non agricoles, la région enregistre un rebond de + 3,3 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit d'un retournement de tendance vis-à-vis de 2011 qui accusait une chute de 14 %. Toutefois, le volume des créations se situe nettement en-deçà de celui des années 2009 et 2010, où le seuil des 5 000 créations avait été approché, puis franchi. En France métropolitaine, le nombre de créations demeure quasiment stable, avec une hausse de 0,2 % portée par moins de la moitié des régions. En Limousin, les trois départements se différencient nettement. La Haute-Vienne avec une augmentation de 3,3 % se cale sur l'évolution régionale. En léger repli, la Corrèze fait figure d'exception (- 2,1 %). En Creuse, les créations d'entreprises augmentent de 15,7 % mais ne combrent que partiellement l'affaissement observé en 2011 (- 23,3 %).

### Légère contraction des créations classiques

Tout comme au plan national, les immatriculations d'auto-entreprises se redressent en Limousin avec 2 545 créations sous ce statut en 2012. Ce dispositif retrouve de la vigueur après avoir marqué le pas en 2011 et porte la croissance en 2012. Dans la région, 57 % des créations s'effectuent sous ce régime, soit la plus forte proportion depuis la mise en place de ce statut en 2009.

A contrario, les immatriculations d'entreprises classiques se contractent légèrement. Cependant, avec une érosion annuelle de 0,4 %, le Limousin bénéficie de l'évolution la moins défavorable de toutes les régions françaises. La baisse est générale : de - 3,2 % en Aquitaine à près de - 20 % en Poitou-Charentes, elle s'établit à

- 6,0 % pour l'ensemble national. Parmi les entreprises classiques, les évolutions sont différenciées selon le statut juridique. Le nombre d'immatriculations d'entreprises individuelles s'inscrit en léger repli (- 1,5 %) alors qu'il baisse de 9,2 % au niveau national. À l'inverse, le volume des créations de sociétés se redresse légèrement (+ 0,6 % en Limousin). Au sein de la région, la Creuse se distingue avec une progression vigoureuse des créations classiques : + 28 % pour les sociétés et + 23 % pour les entreprises individuelles, mais ces hausses ne représentent qu'un faible nombre d'entreprises.

### Hausse des créations dans l'industrie

Comme dans l'ensemble du pays, les créations ont été plus nombreuses en 2012 qu'en 2011 dans l'industrie, la construction et les services aux particuliers, tandis que le commerce, transport, hébergement, restauration ainsi que les services aux entreprises s'inscrivent en recul. Avec près de 400 nouvelles entreprises créées en 2012, l'industrie est le secteur limousin qui a connu la plus forte hausse (+ 22 % contre + 3,3 % nationalement). Dans ce secteur, le nombre des nouvelles sociétés s'est légèrement replié quand celui des auto-entreprises et surtout des entreprises individuelles a crû fortement. Les services aux particuliers affichent également une croissance dynamique. Avec 1 031 nouvelles unités, les créations y ont progressé de 12 % en 2012 (+ 3 % pour la France métropolitaine). Dans ce secteur, toutes les formes juridiques sont à la hausse, l'embellie la plus forte revenant aux auto-entreprises qui sont ici surreprésentées (+ 15,6 %). Même cas de figure pour la construction (754 nouvelles unités) où la hausse globale des créations (+ 8,2 % contre + 3,2 % nationalement) est largement imputable aux auto-entreprises. Avec 1 257

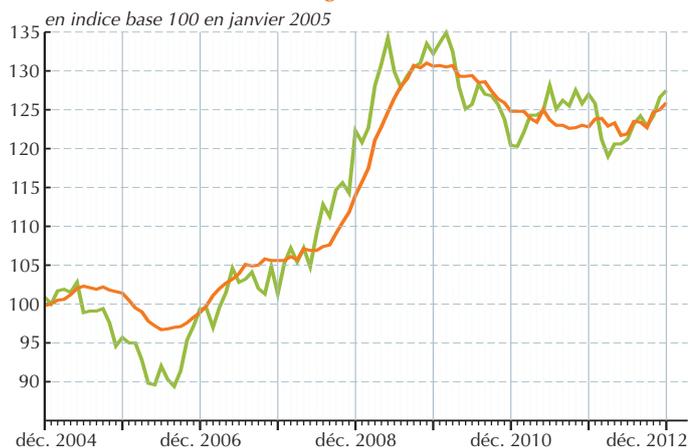
créations d'entreprises, le secteur du commerce, transport, hébergement, restauration accuse un repli de 5,2 %, nettement plus prononcé qu'au plan national (- 1,4 %). Cette baisse affecte les sociétés (- 5,4 %) et surtout les auto-entreprises (- 7,5 %). Les services aux entreprises (1 020 créations) reculent de 2,6 %. Les immatriculations d'auto-entreprises (- 4,3 %) et d'entreprises individuelles (- 15,4 %) y diminuent, mais celles des sociétés augmentent de 7,1 %.

### Stabilisation des défaillances

Au cours de l'année 2012, quelque 683 défaillances d'entreprises ont été prononcées en Limousin, soit le même nombre qu'en 2011. La France enregistre dans le même temps une légère progression des défaillances (+ 2,5 %).

■ ■ ■ Claude Mallemanche  
Insee Limousin

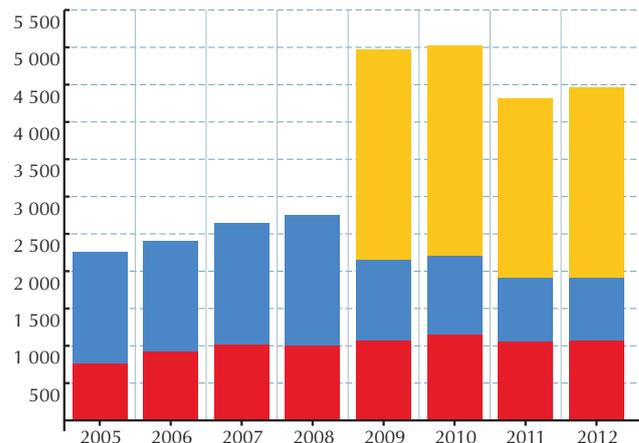
Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Limousin



Note : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 05/03/13)

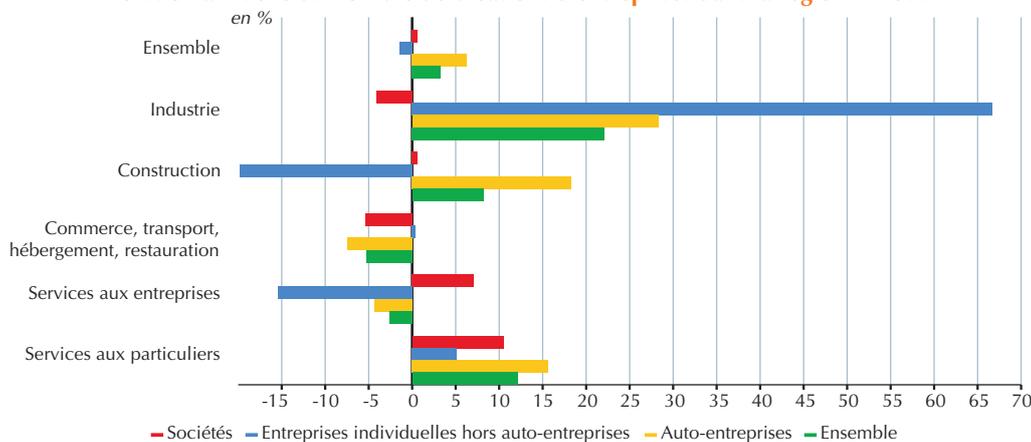
Créations d'entreprises dans la région Limousin



Note : nombre de créations brutes.  
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

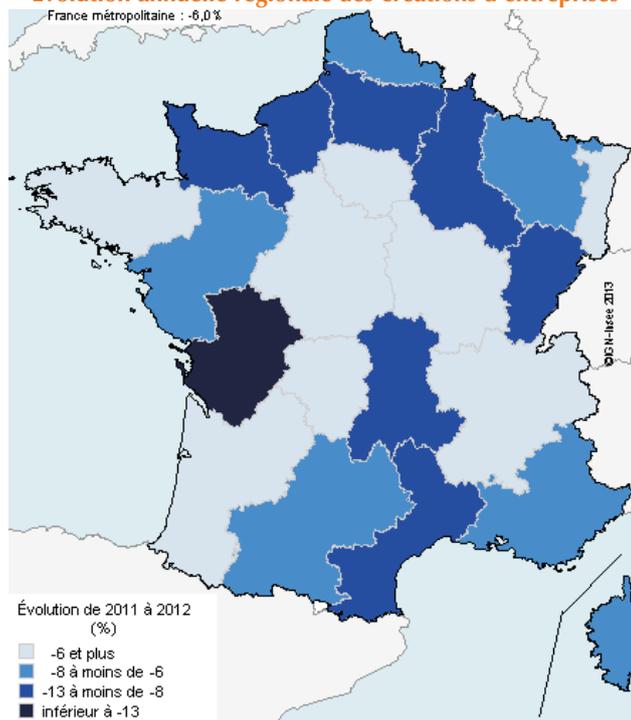
Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises dans la région Limousin



Note : données brutes.  
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Évolution régionale des créations d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

## Des prix agricoles élevés, mais des revenus toujours faibles en élevage

*Si les marchés agricoles ont été globalement favorables aux producteurs en 2012, les exploitants limousins ne tirent guère leur épingle du jeu, en raison surtout de leur spécialisation dans les productions les moins bien valorisées, ainsi que d'un grave épisode météorologique localisé.*

En 2012, la plupart des productions végétales et animales ont été commercialisées à des prix plus élevés qu'en 2011, à l'exception notable du lait. Les conditions météorologiques éloignées des normales de saison, en France comme dans le reste du monde, ont limité les productions végétales. Avec une offre réduite sur les marchés, les prix ont progressé. C'est notamment le cas pour les céréales dont les cours se sont envolés.

### **Bovins : offre faible et prix hauts**

Les productions animales sont en repli. C'est le cas pour les bovins-viande, après une année 2011 marquée par un pic d'abattage en partie lié à la crainte d'un manque de fourrage suite à la sécheresse printanière. Le marché s'est tendu, tirant les prix au producteur vers le haut. La cotation hebdomadaire des broutards limousins, exportés en viifs, a été en moyenne supérieure de 14 % en 2012 par rapport à 2011, résultat d'une contraction de l'offre d'animaux maigres. Le nombre de broutards exportés depuis le Limousin en 2012 est en recul de 13 % par rapport à 2011. De même, la cotation moyenne des jeunes bovins finis progresse de 10 % en 2012 et celle des vaches de réforme enregistre une progression encore plus élevée. Le prix des veaux de lait sous la mère, déjà sur de bons niveaux en 2011, se redresse de façon moins prononcée (+ 3 %).

La faiblesse des disponibilités permet également le maintien à un bon niveau du prix de l'agneau (+ 3 % par rapport à 2011). Le marché est moins favorable pour le secteur du lait de vache. Dans un contexte de baisse des prix des produits laitiers industriels sur le premier semestre 2012, le prix du lait au producteur limousin a décroché à partir de mai, passant en dessous de son niveau de 2011 à la même date.

Les volumes collectés diminuent en conséquence à partir d'août. Cet ajustement de l'offre, conforme aux accords signés entre producteurs et entreprises collectrices, permettent de garantir un niveau raisonnable des prix.

### **Année noire en pomiculture**

Pour les producteurs de pommes limousins, 2012 aura été une année catastrophique en raison de la forte gelée qui s'est abattue dans la nuit du 17 avril 2012 sur les vergers en fleurs. Avec une récolte régionale de 21 100 tonnes, les pomiculteurs auraient ainsi perdu les trois quarts de la production escomptée.

### **Des intrants toujours plus chers**

Les achats d'aliments du bétail constituent un poste important dans les charges d'approvisionnement des éleveurs. Leurs prix ont fortement augmenté en raison de l'envolée du cours des matières premières utilisées pour les fabriquer. Les relevés de prix auprès des coopératives ou négociants en Limousin font état d'une progression continue sur l'année : + 18 % en un an. Cette hausse s'est en outre conjuguée avec celle, plus générale, du prix de l'énergie.

### **Les écarts de revenus entre filières s'amplifient**

Les comptes prévisionnels de l'agriculture<sup>1</sup> par catégorie d'exploitation présentent une première estimation des revenus du monde agricole pour l'année 2012. Au niveau national, toutes orientations confondues, le revenu agricole moyen annuel<sup>2</sup> augmente

pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 36 500 € en 2012 (+ 4 % en un an en euros constants). Pour autant, ce revenu historiquement élevé masque des disparités importantes entre les filières. Ainsi le revenu des céréaliers et des producteurs d'oléagineux s'envole (+ 46 % en un an), alors qu'il est orienté à la baisse en élevages d'herbivores.

Au niveau national, l'estimation du revenu agricole moyen annuel dans les exploitations de bovins-viande s'élève à 15 400 € en 2012. Il se contracterait de 9 % en un an, après un revenu 2011 gonflé par les aides exceptionnelles attribuées dans le cadre des procédures des calamités agricoles pour compenser les effets de la sécheresse de 2011. Une large partie de ces aides, rattachées à l'exercice 2011, ont été versées en 2012. Hors aides exceptionnelles, les revenus des éleveurs de bovins-viande se détérioreraient en 2012, évolutions plus conformes au ressenti en trésorerie.

Ce constat concerne également les éleveurs d'ovins-caprins dont le revenu moyen (15 300 €) baisserait de 20 % en 2012, et les éleveurs de bovins-lait qui verraient leur revenu moyen diminuer de 12 %.

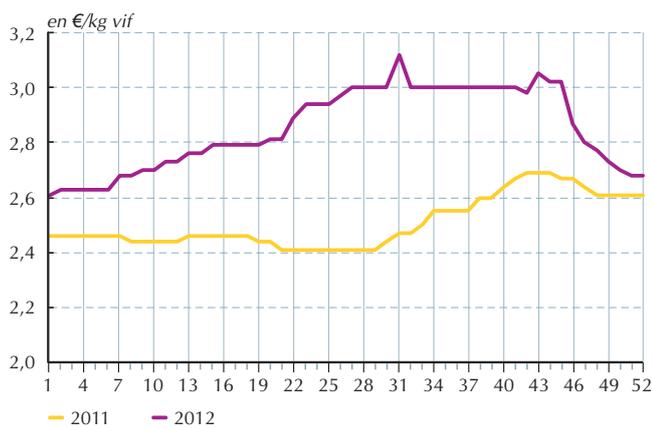


**Catherine Lavaud**  
DRAAF Limousin

<sup>1</sup> Source : Agreste

<sup>2</sup> Résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié dans les exploitations moyennes ou grandes

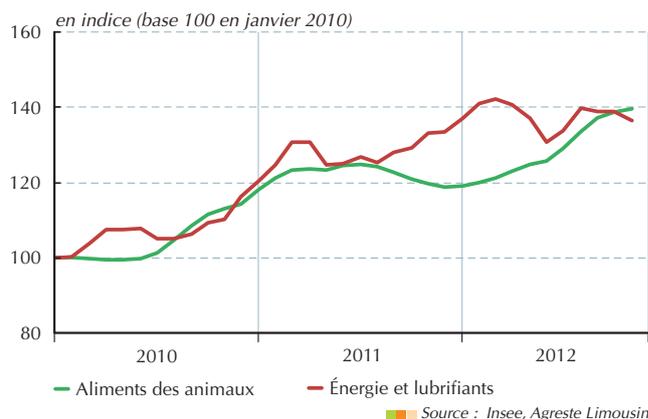
Cotation broutards limousins 6-12 mois (300 kg) U\*



\*U : catégorie dans la nomenclature de conformation EUROP

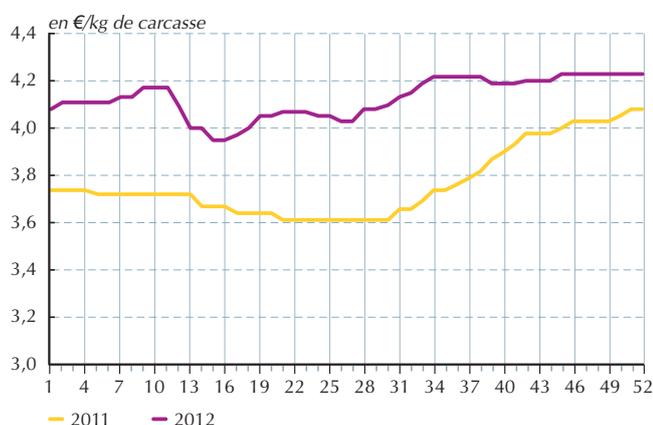
Source : Agreste Limousin - commission de cotation hebdomadaire de Limoges et Toulouse

Prix d'achat des moyens de production agricole en Limousin



Source : Insee, Agreste Limousin

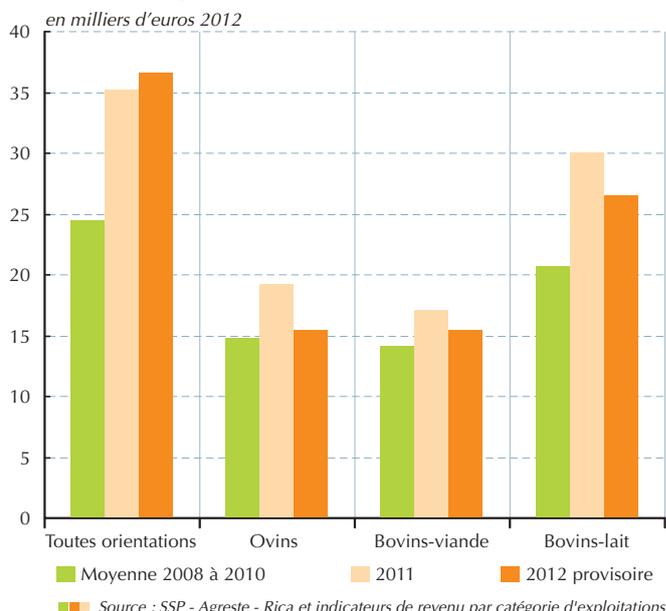
Cotation jeunes bovins U\*



\*U : catégorie dans la nomenclature de conformation EUROP

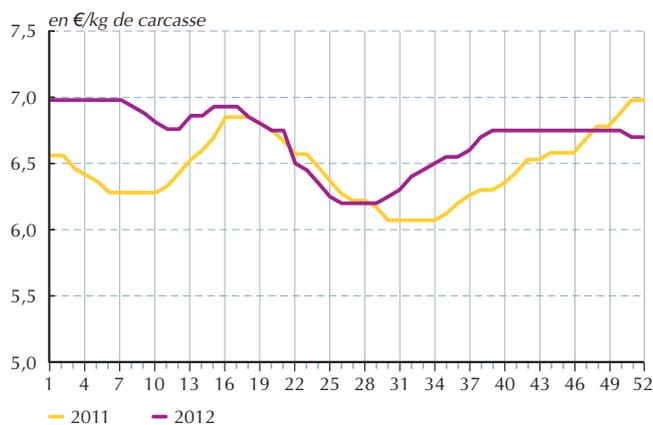
Source : Agreste Limousin - commission de cotation hebdomadaire de Limoges et Toulouse

Résultat courant avant impôts : valeur moyenne par actif non salarié en France



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

Cotation agneaux 16-19 kg ciré U\*



\*U : catégorie dans la nomenclature de conformation EUROP

Source : Agreste Limousin - commission de cotation hebdomadaire de Limoges et Toulouse

## L'activité dans le BTP se replie fortement en 2012

*Après une année 2011 morose, le secteur du BTP subit toujours les effets de la crise en 2012. Les mises en chantier de logements neufs atteignent leur niveau le plus bas depuis près de dix ans et le nombre de logements autorisés reste faible.*

La construction neuve de logements affiche des résultats en baisse pour la deuxième année consécutive. Tous logements confondus (logements individuels, collectifs et en résidence), les mises en chantier ont chuté de 22 % par rapport à 2011. Les trois départements limousins suivent la même tendance avec un repli de 24 % sur un an en Creuse, 26 % en Haute-Vienne et 15 % en Corrèze où la baisse est moins marquée.

### Les chantiers de logements au plus bas

Le nombre de logements commencés en 2012 est de 38 % inférieur à la moyenne des dix dernières années. Au niveau national, cette tendance est moins marquée, avec un niveau de mises en chantier de logements inférieur de 16 % à la moyenne décennale.

La maison individuelle concerne un peu plus de huit constructions sur dix et reste le logement privilégié par les Limousins. Au niveau national, le logement individuel représente moins d'un logement construit sur deux.

Il faut remonter à la fin des années 1990 pour observer un volume de maisons construites aussi peu élevé. En 2012, le nombre de logements individuels mis en chantier se contracte d'environ 15 % au niveau régional. Si la Corrèze se situe dans cet ordre de grandeur, la baisse est plus marquée en Creuse (- 24 % sur un an) et plus limitée en Haute-Vienne (- 10 %).

### Promotion immobilière neuve : un marché atone

Le marché du logement neuf poursuit sa chute depuis le pic historique de ventes en 2006. Un peu moins de 200 logements neufs ont été vendus en 2012, soit une baisse de 13 % sur un an. Les logements collectifs représentent la quasi-totalité des ventes, le segment de l'individuel restant marginal

avec 20 ventes en 2012.

Avec 2 623 euros par m<sup>2</sup> en moyenne en 2012, le prix des appartements est resté stable cette année. Ainsi, la région Limousin est la moins chère de France.

Le prix moyen d'une maison s'établit à un peu moins de 170 000 € en 2012, soit 17 % de moins que l'an dernier. Toutefois, sa superficie moyenne a aussi diminué dans les mêmes proportions, les prix au m<sup>2</sup> étant demeurés stables.

### La construction de bâtiments non résidentiels résiste

La situation est légèrement plus favorable pour le marché du non résidentiel neuf hors locaux agricoles (cf. encadré). Ainsi, les surfaces commencées en 2012 sont supérieures à celles de 2011. Malgré une baisse marquée de l'activité en Corrèze, la hausse des chantiers en Haute-Vienne (commerces et services publics) et le bon maintien en Creuse contribuent à la résistance de ce segment de la construction en Limousin. L'augmentation des autorisations de construire délivrées en 2012 dans la région par rapport à 2011 laisse penser que l'activité à venir dans ce secteur devrait se maintenir.

### Une année en demi-teinte dans l'entretien-rénovation

Suivant quasiment l'évolution de la tendance nationale (- 0,7 %), l'activité entretien-rénovation en région recule pour le gros œuvre mais reste relativement stable pour le second œuvre.

Le marché de l'entretien-rénovation, moins cyclique que celui du neuf, pourrait profiter des mesures annoncées en mars 2013 dans le plan de rénovation énergétique des logements.

### Définition

Pour les locaux non résidentiels (bâtiments agricoles, commerces...), les permis de construire déposés depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 prennent en compte la surface de plancher et non plus la surface hors œuvre nette (SHON). Cette modification introduit une rupture de série qui ne permet pas de comparer les évolutions de surfaces depuis cette date. On estime cependant que le passage de la SHON à la surface de plancher est moins marqué pour les locaux non agricoles : commerces, bureaux, entrepôts, etc.

### Une activité Travaux Publics toujours en manque de visibilité

L'enquête menée auprès des entreprises routières montre une évolution du chiffre d'affaires à la baisse (- 10,7 %) et des carnets de commande jugés insuffisants.

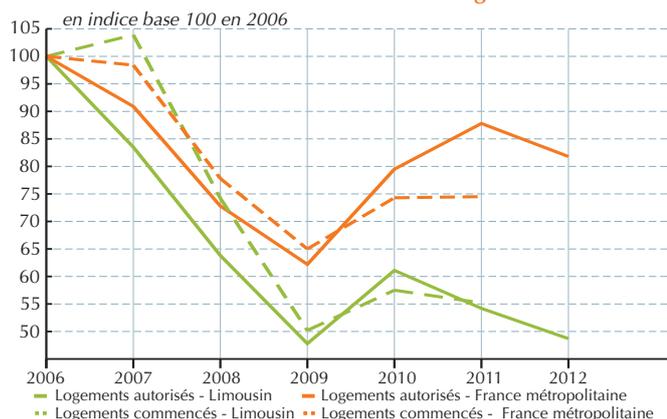
Concernant les travaux publics, la Fédération régionale affiche un chiffre d'affaires qui se contracte pour la cinquième année consécutive, autour de 380 millions d'euros cette année. Les entrepreneurs sont inquiets pour leur avenir du fait du manque de visibilité sur les chantiers ultérieurs.

Au final, l'emploi dans l'ensemble du BTP s'est adapté, au fil de l'eau, aux besoins exprimés et s'oriente à la baisse. Le niveau des offres d'emploi déposées par les entreprises de la région reste faible alors que le nombre des demandes d'emploi demeure stable.



**William Châteauvieux**  
DREAL Limousin  
**Jean-Louis Duc**  
Cellule Économique  
du Limousin BTP

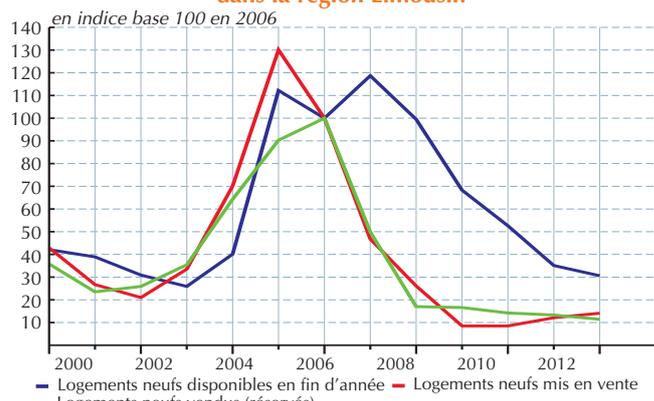
Évolution de la construction de logements



Note : données brutes, en date réelle. Données 2012 non disponibles pour les logements commencés, car le délai de diffusion des séries de mises en chantier en date réelle est de 18 mois.  
Champ : logements individuels et collectifs ; France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Limousin



Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers.

Source : SOeS, enquête ECLN

Logements autorisés par département

en %

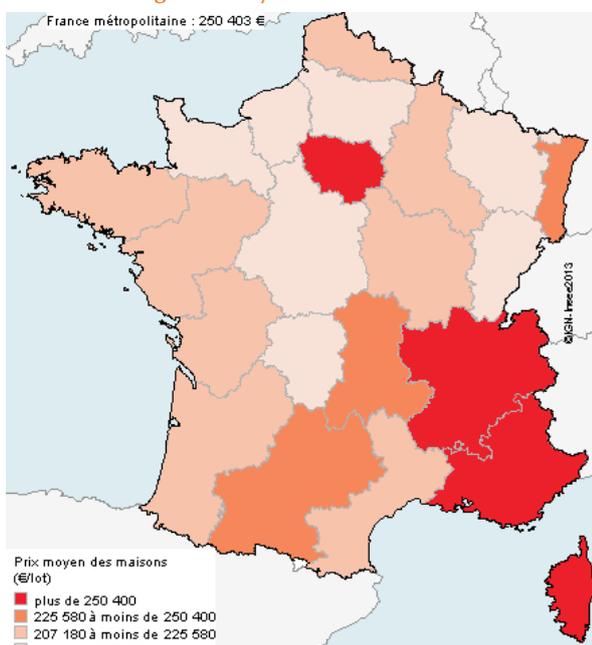
	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		
	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Corrèze	999	-10,2	302	117,3	1 301	4,0	-7,0
Creuse	363	-15,8	28	-56,3	391	-21,0	-10,1
Haute-Vienne	1 165	-16,1	192	-26,7	1 357	-17,8	-12,9
<b>Limousin</b>	<b>2 527</b>	<b>-13,8</b>	<b>522</b>	<b>12,3</b>	<b>3 049</b>	<b>-10,2</b>	<b>-10,2</b>
France métropolitaine	197 148	-8,0	233 286	-5,8	430 434	-6,8	-2,1

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Note : données brutes, en date réelle. Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2

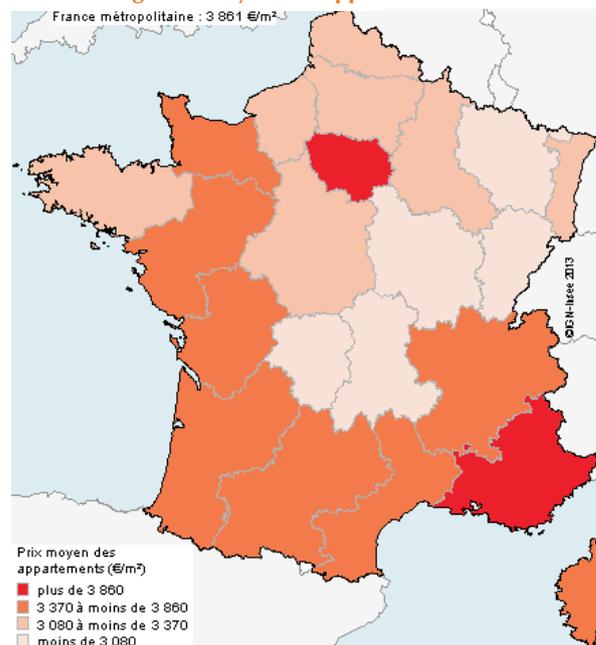
Prix régional moyen des maisons en 2012



Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, ECLN

Prix régional moyen des appartements en 2012



Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, ECLN

Prix de vente des maisons et des appartements neufs

en %

	Limousin			France métropolitaine		
	En 2012 (nombre ou prix en euro)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans (2)	En 2012 (nombre ou prix en euro)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans (2)
<b>Maisons neuves</b>						
Nombre de ventes en 2012 (1)	20	33,3	-24,4	8 359	-18,2	-12,7
Prix moyen par maison en 2012	169 542	-17,4	-3,7	250 403	1,5	-0,0
<b>Appartements neufs</b>						
Nombre de ventes en 2012 (1)	174	-17,1	-25,7	77 853	-17,9	-6,8
Prix moyen au m² en 2012	2 623	-0,7	0,3	3 861	2,1	3,4

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes.

(2) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN

## Transports : une situation dégradée en 2012

*Dans un contexte de crise économique qui perdure, le secteur des transports n'échappe pas aux difficultés, comme en témoignent la plupart des indicateurs en région. Le marché de l'emploi souffre, les flux de marchandises régressent et le trafic de voyageurs se contracte.*

Sur l'ensemble de l'année 2012, les échanges extérieurs du Limousin s'es-soufflent. En valeur, les exportations ralentissent (+ 1,4 % contre + 13,3 % en 2011) et les importations reculent (- 1,9 % après + 11,1 %).

Par ailleurs, 44 entreprises ont été créées dans les transports, un niveau similaire à celui de 2011. Même si elles portent sur de faibles volumes, les évolutions par sous-secteur en Limousin sont comparables à celles enregistrées au niveau national : les créations dans le transport routier de marchandises se replient de 9 % alors qu'elles progressent de 16 % dans le transport routier de voyageurs.

A contrario, les défaillances d'entreprises du secteur se sont accrues en 2012 : leur nombre a plus que doublé, passant de 9 pour l'année 2011 à 20. Cette progression affecte principalement le transport de marchandises.

### Intérim en souffrance et chômage en hausse

Après un quatrième trimestre 2011 en repli, laissant craindre une année 2012 difficile, l'emploi salarié dans les transports s'est malgré tout maintenu à un niveau satisfaisant. En moyenne annuelle, la baisse reste contenue (- 0,9 %).

En revanche, le recours au travail intérimaire, qui permet aux entreprises de faire face aux mouvements conjoncturels, subit un tassement. Le nombre de contrats conclus au cours de l'année est en baisse de 3 % par rapport à 2011. Dans le même temps, la durée moyenne des missions continue à diminuer (- 19 %). Au final, en équivalent temps plein, l'emploi intérimaire chute de 30 %, alors qu'il se contracte de seulement 6 % au niveau national. Parallèlement, le stock de demandeurs d'emploi en fin de mois (catégories A, B et C) dans les métiers du transport et de la logistique progresse de 10 % sur l'année, poursuivant ainsi la tendance observée depuis 2009. On comptabilise

ainsi près de 400 demandeurs d'emplois de plus que fin 2011. Les plus de 50 ans sont particulièrement touchés, leur nombre augmentant de 23 % sur un an.

Dans le même temps, le nombre d'offres déposées dans ces métiers est en net recul. Sur l'année, 1 996 offres ont été enregistrées, soit - 31 % par rapport à 2011. Les offres temporaires (contrat de 1 à 6 mois) enregistrent le repli le plus important : 600 offres de moins qu'en 2011, soit - 42 %.

### Des flux de marchandises en repli

En 2012, le transport routier de marchandises s'oriente à la baisse. Qu'ils soient entrants, sortants ou internes à la région, les volumes globaux de marchandises transportés par la route, exprimés en tonnes-kilomètres, se contractent de 6,5 % par rapport à 2011. Les flux sortants sont les plus touchés (- 12 %) alors que les flux entrants se stabilisent (- 1,4 %).

Néanmoins, selon l'enquête de la Banque de France, les entreprises du secteur affichent un chiffre d'affaires en légère hausse (+ 2 %), conformément aux prévisions de début d'année, mais leur rentabilité diminue. La répercussion des hausses de prix du carburant sur les tarifs semble expliquer la progression du chiffre d'affaires des entreprises. Le montant total des investissements marque une légère progression (+ 1 %) et les immatriculations de véhicules industriels lourds restent stables (+ 0,1 %).

### Le trafic voyageurs en baisse

Sur le réseau de lignes de transport express régional (TER), la fréquentation se replie de 2,3 %, impactée par les mauvaises conditions climatiques du début d'année et les travaux sur les lignes.

### Immatriculations : un marché automobile en panne

En 2012, le nombre d'immatriculations de voitures particulières neuves a continué à fléchir en Limousin pour la troisième année consécutive. Ainsi, 18 784 véhicules ont été enregistrés, soit une chute de 15 % par rapport à 2011. Au niveau national, les immatriculations enregistrent un repli de même ampleur.

Cette baisse affecte les trois départements de la région mais elle est plus prononcée en Creuse et Haute-Vienne (- 17 %) qu'en Corrèze (- 12,5 %).

Après un rebond en 2011, le trafic aérien de voyageurs repart à la baisse. En 2012, quelque 363 920 passagers ont été accueillis dans les aéroports limousins. L'activité a chuté de 8 %, soit 31 900 passagers de moins. Les deux aéroports sont concernés, le recul atteignant 8,4 % à Limoges et 6,4 % à Brive.

Toutes les destinations sont touchées, qu'il s'agisse des lignes nationales ou internationales. La baisse de la fréquentation va de pair avec l'arrêt de certaines liaisons comme Brive-Manchester et le changement d'opérateur pour la ligne Limoges-Paris avec des avions de moindre capacité. Parallèlement, la part des voyageurs ayant emprunté une compagnie low-cost reste identique à 2011 (70 %).

 **Jean-Philippe Poujade**  
DREAL Limousin

Immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers (1)		Véhicules industriels à moteur (2)		Ensemble immatriculations (3)	
	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)	2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (en %)
Corrèze	7 136	-12,5	1 317	-16,8	225	-12,1	8 710	-13,0
Creuse	2 466	-17,0	471	-9,4	40	-9,1	2 984	-16,3
Haute-Vienne	9 182	-16,5	2 264	-9,6	219	8,4	11 697	-15,2
<b>Limousin</b>	<b>18 784</b>	<b>-15,1</b>	<b>4 052</b>	<b>-12,1</b>	<b>484</b>	<b>-3,6</b>	<b>23 391</b>	<b>-14,5</b>
France métropolitaine	1 857 013	-14,1	380 254	-10,6	45 631	-7,7	2 288 974	-13,4

Note : données brutes.

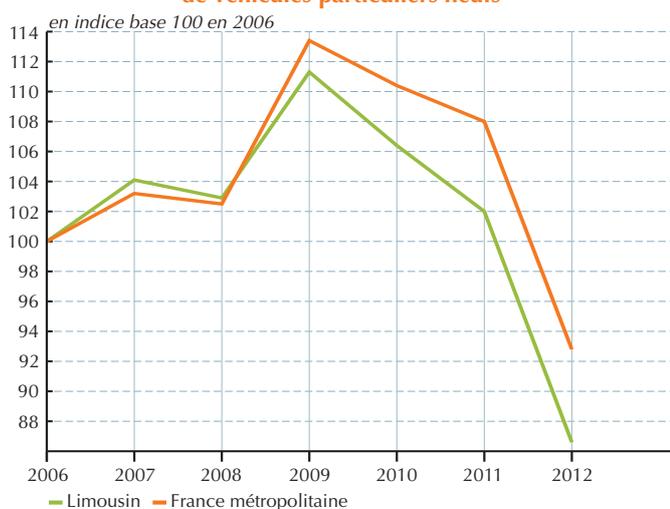
(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV

Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs



Note : données brutes.

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

Transport de marchandises par la route

	2012 (p) (millions de tonnes - kilomètres transportés)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)
<b>Limousin</b>			
Entrées dans la région	1 788,1	-1,4	-5,9
Sorties de la région	1 258,4	-12,0	-5,6
Intérieur de la région	507,5	-9,0	-2,7
<b>Total</b>	<b>3 554,1</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>254 621,1</b>	<b>-7,9</b>	<b>-4,9</b>

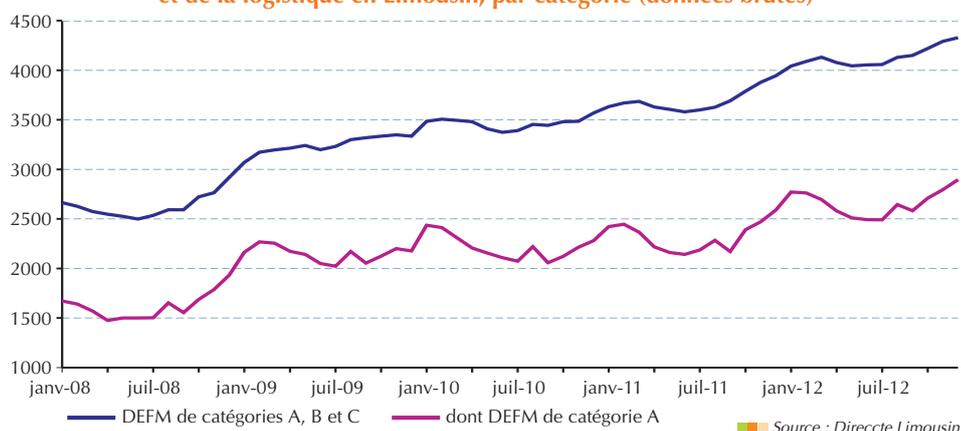
p : données provisoires.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi dans les métiers du transport et de la logistique en Limousin, par catégorie (données brutes)



Source : Direccte Limousin

Passagers des aéroports

en %

	Limousin			France métropolitaine	
	Passagers 2012 (nombre)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans (1)
Lignes nationales	99 074	-10,0	-6,4	2,4	0,5
Lignes internationales	262 390	-6,9	-0,8	3,4	2,1
Transit	2 456	-36,8	-1,1	-6,2	-4,5
<b>Total</b>	<b>363 920</b>	<b>-8,1</b>	<b>-2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>
dont lignes à bas coût (low cost)	256 546	-6,5	-0,9	9,5	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	70,5	///	///	///	///

Note : données brutes

/// : absence de données due à la nature des choses .

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : SOeS, Union des aéroports français

## Un bilan touristique plutôt satisfaisant, dans un contexte de restructuration de l'offre

*En 2012, le succès de la récente offre locative des campings limousins se prolonge mais ralentit. Dans un contexte économique difficile, le recul de la fréquentation des hôtels de la région se poursuit. Chaque année depuis sept ans, les étrangers sont de moins en moins nombreux à séjourner dans les hôtels de la région mais leur fréquentation ne faiblit pas dans les campings.*

En 2012, le renouvellement de l'offre continue de stimuler l'activité des campings. La région a accueilli 209 000 campeurs, soit une progression de 6 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, leurs séjours ont été plus courts et le nombre de nuitées se contracte.

Avec des séjours plus longs que dans les deux autres départements, les campings de la Corrèze concentrent 62 % des nuitées de la région et la moitié des touristes venus camper en Limousin. Toutefois, la fréquentation a stagné dans ce département, après trois années consécutives d'un essor remarquable.

### Succès confirmé de l'offre locative de plein air

En Limousin comme ailleurs, la clientèle de l'hôtellerie de plein air s'oriente de plus en plus vers le locatif (chalets et mobil-home). Le développement encore récent de ce segment de l'offre dans la région s'accompagne d'une progression de 5 % du nombre de nuitées en 2012, après 24 % de hausse en 2011. Si le locatif a permis un léger allongement de la saison touristique, le Limousin fait toujours partie des régions où la fréquentation est particulièrement concentrée sur les mois de juillet et août. Ainsi, sur l'ensemble de la saison estivale, les taux d'occupation des emplacements locatifs restent inférieurs de 10 points à la moyenne nationale.

En Creuse et en Corrèze, la fréquentation du locatif est conforme à la tendance régionale. En Haute-Vienne, et malgré l'adaptation du parc, le nombre de nuitées dans le locatif se replie, et les taux d'occupation restent faibles. Néanmoins, les effets des nouveaux équipements sur la fréquentation sont à mesurer sur plusieurs années.

La fréquentation des emplacements nus (tentes et caravanes) est très sensible aux conditions météorologiques.

En 2012, avec un temps moins clémente qu'en 2011, particulièrement en juin et juillet, les séjours des campeurs sur terrains nus ont été plus courts. Le nombre de nuitées sur ce type d'emplacements recule de 3,4 % par rapport à 2011. Pour autant, les taux d'occupation se maintiennent en lien avec la baisse de la capacité d'accueil. Ainsi, le nombre de terrains nus proposés à la location en Limousin a été réduit, de 10 800 à 9 000 emplacements entre 2009 et 2012.

### Une fréquentation hôtelière toujours en léger repli

Au niveau national, l'année 2012 marque le retour à une fréquentation comparable aux années 2007-2008 dans l'hôtellerie. Dans la région, l'impact de la crise sur la fréquentation hôtelière a été nettement moins prononcé qu'en moyenne en France. Le nombre de nuitées passées dans les hôtels de la région enregistre une baisse de 1 % par rapport à 2011. Bien que léger, le repli tendanciel de la fréquentation amorcé en 2009 se prolonge en 2012. La fréquentation dans l'hôtellerie limousine retrouve ainsi un niveau comparable à 2005. Pourtant, et malgré un recul de la fréquentation de 3 % en 2012, l'hôtellerie corrézienne conserve une fréquentation à un ni-

### La réforme du classement hôtelier

Le nouveau classement des hébergements marchands est rentré en vigueur le 23 juillet 2012. La catégorie 0 étoile a été supprimée, et une nouvelle catégorie 5 étoiles a été créée. Tous les établissements n'ont pas encore procédé à leur demande de reclassement. Aussi, les évolutions de fréquentation par catégorie reflètent majoritairement le reclassement des hébergements dans les catégories supérieures et doivent donc être interprétés avec prudence.

### Peu de clientèle étrangère dans l'hôtellerie

La clientèle étrangère de l'hôtellerie limousine se contracte pour la septième année consécutive, avec une baisse de 7,5 % des nuitées en 2012. Le poids de la fréquentation étrangère dans l'hôtellerie limousine reste parmi les plus faibles des régions françaises. En 2012, elle ne représente que 10 % des nuitées dans les hôtels limousins, contre 34 % au niveau national et son repli explique 70 % de la baisse de fréquentation hôtelière dans la région. Depuis 2005, la fréquentation touristique étrangère décroît de 4,5 % par an en moyenne dans les hôtels de la région, alors qu'elle se maintient dans les campings. La clientèle hôtelière britannique a baissé de moitié en sept ans et ne représente plus que 2 % des nuitées en 2012 contre 4 % en 2005. Cette tendance s'observe également au niveau national, mais elle est compensée par une hausse de fréquentation non-européenne.

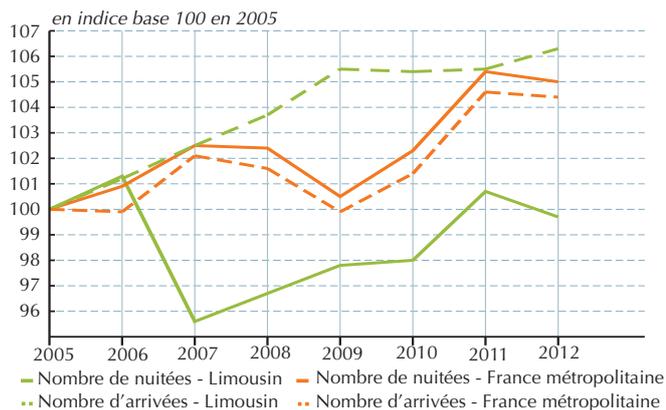
veau supérieur à la tendance des cinq dernières années. En Haute-Vienne, le nombre de nuitées se stabilise après un repli de 6 % en 2011. En Creuse, il recule de 6 %.

En 2012, le parc hôtelier limousin a fait l'objet d'une restructuration importante touchant principalement de petits établissements ruraux, notamment en Creuse où l'offre se contracte de 4 %. S'agissant d'établissements de taille modeste, la capacité d'accueil globale de l'hôtellerie limousine en est toutefois peu affectée.



**Damien Noury**  
Insee Limousin,  
avec la collaboration du Comité  
régional du tourisme en Limousin

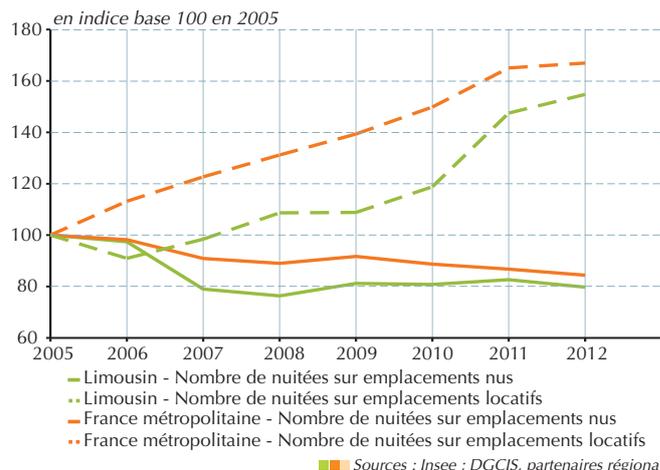
## Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings



**Note :** Les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées". Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

## Évolution des nuitées dans les campings selon le type d'emplacement



## Fréquentation des hôtels et des campings

	Limousin		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées	944	209	108 730	19 684
Français	850	141	77 809	12 554
Étrangers	93	68	30 920	7 130
Nuitées	1 296	848	198 376	105 682
Français	1 169	537	130 008	70 219
Étrangers	127	311	68 368	35 463
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,4	4,1	1,8	5,4
Français	1,4	3,8	1,7	5,6
Étrangers	1,4	4,6	2,2	5,0

en milliers

**Note :** Les données hôtellerie jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées". Les données camping 2012 sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

## Nombre de nuitées dans les campings par département

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2012	
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans (1)	par une clientèle étrangère	sur emplacement localif
Corrèze	530	-0,2	4,1	36,0	38,3
Creuse	119	-4,0	0,0	40,6	27,8
Haute-Vienne	199	0,0	1,5	36,1	26,1
<b>Limousin</b>	<b>848</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,8</b>	<b>36,7</b>	<b>34,0</b>
France métropolitaine	105 682	-1,0	1,6	33,6	44,6

en %

**Note :** données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

## Nombre de nuitées dans les hôtels par département

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2012 par une clientèle étrangère
	2012 (en milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne sur 5 ans (1)	
Corrèze	532	-2,7	0,6	8,0
Creuse	135	-5,6	-1,6	7,9
Haute-Vienne	629	1,3	-0,8	11,8
<b>Limousin</b>	<b>1 296</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>9,8</b>

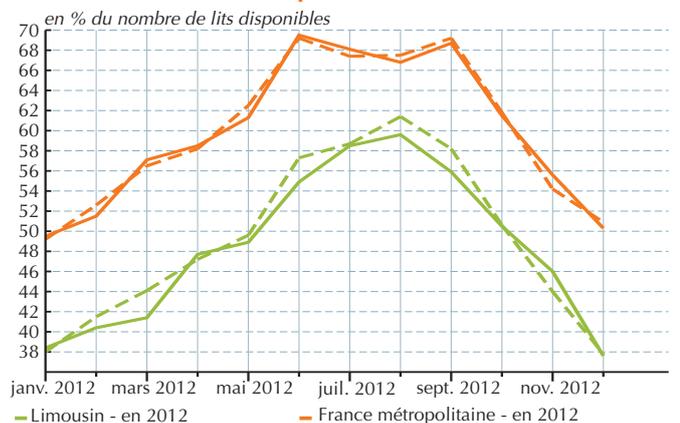
en %

**Note :** Les données jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées".

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

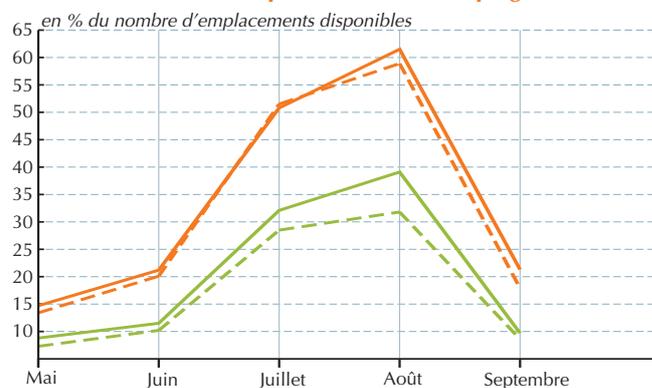
## Taux d'occupation dans les hôtels



**Note :** Les données jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées".

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

## Taux d'occupation dans les campings



**Note :** données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

■ Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

## En 2012, plus d'un ménage limousin sur trois perçoit une prestation sociale

*Aide au logement, soutien aux familles, garantie d'un revenu... en 2012, les Caisses d'allocations familiales du Limousin ont versé 613 millions d'euros de prestations familiales et sociales à plus du tiers des ménages limousins.*

Au 31 décembre 2012, les trois Caisses d'allocations familiales du Limousin ont versé des prestations à près de 117 700 foyers, soit plus d'un ménage sur trois, pour un montant total de 613 millions d'euros. Le nombre d'allocataires enregistre ainsi une progression de 0,8 % en un an, proche de celle de France métropolitaine (+ 0,7 %).

Toutes prestations confondues, le montant mensuel versé aux allocataires de la région s'élève à 415 euros en moyenne, contre 433 euros au niveau national. Pour 26 470 allocataires, soit 22,5 % des bénéficiaires de la région, les prestations sociales constituent plus de la moitié de leurs revenus.

En Limousin, 42 % des allocataires sont des personnes seules, contre 36 % au niveau national. À l'inverse, les familles monoparentales sont moins représentées : elles constituent 13 % des foyers bénéficiaires de prestations sociales, soit deux points de moins qu'en France métropolitaine. Cette répartition des bénéficiaires est conforme à la structure de la population limousine, où les personnes isolées sont plus présentes qu'au niveau national et les familles monoparentales moins nombreuses.

### **L'aide au logement : un foyer sur cinq**

L'allocation logement est la prestation la plus courante : près de 70 000 foyers limousins en bénéficient, soit un ménage sur cinq. L'aide au logement concerne 58 % des allocataires, soit quatre points de plus qu'au niveau national, mais cette proportion reste stable.

Le montant moyen des aides au logement va de 212 euros en Creuse à 224 euros en Haute-Vienne.

### **50 000 foyers soutenus pour élever leurs enfants**

Dans le cadre de leurs missions, les

Caisses d'allocations familiales aident les familles dans leur vie quotidienne en participant aux dépenses liées aux charges familiales. Ces prestations concernent plus de 50 000 foyers limousins, soit 15 % des ménages et 43 % des allocataires de la région.

Les allocations familiales sont versées sans condition de ressources, à toutes les familles ayant au moins deux enfants de moins de 20 ans à charge. En Limousin, près de quatre familles avec enfants sur dix sont concernées par ces allocations, soit environ 41 000 familles. Mais parmi les allocataires, la part des bénéficiaires d'allocations familiales est moins importante en Limousin qu'en France métropolitaine : 35 % contre 41 %.

Parallèlement, le complément familial, qui concerne les familles de plus de trois enfants, a été versé à près de 6 000 familles en 2012.

L'allocation de rentrée scolaire, dont le montant est modulé en fonction de l'âge des enfants, a été perçue par plus de 26 900 allocataires modestes, soit plus d'un quart des familles avec enfants.

Enfin, l'allocation de soutien familial qui n'est pas soumise à condition de ressources, est versée à 6 400 familles monoparentales pour les aider à élever un enfant privé de l'aide d'un de ses deux parents. Elle concerne ainsi 28 % des familles monoparentales limousines.

### **20 700 familles aidées pour l'arrivée d'un enfant**

En 2012, près de 20 700 familles ont perçu la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Leur nombre est stable par rapport à 2011. Ainsi, 6 % des ménages limousins ont reçu un soutien financier pour faire face aux dépenses liées à l'arrivée d'un enfant : prime à la naissance ou à l'adoption, allocation de base jusqu'aux 3 ans de l'enfant mais également compléments de libre choix de mode de garde ou d'activité si

un des parents souhaite réduire son activité professionnelle.

### **Plus de bénéficiaires d'un revenu garanti**

Au 31 décembre 2012, le Limousin compte 33 200 bénéficiaires d'un revenu garanti. Dans la région comme au niveau national, leur nombre a progressé de 5 % en un an.

Le Limousin se distingue par la structure des bénéficiaires de ces revenus : 12 % des allocataires perçoivent l'allocation adulte handicapé (AAH), contre 8 % au niveau national et 18 % bénéficient du revenu de solidarité active (RSA), soit deux points de plus qu'en France métropolitaine.

Le RSA concerne 20 % des allocataires en Creuse, 17 % en Haute-Vienne et seulement 13 % en Corrèze.

Dans la région, 41 % des bénéficiaires du RSA le perçoivent en complément d'une activité, contre 34 % au niveau national. Cette proportion atteint 46 % en Corrèze et en Creuse, soit neuf points de plus qu'en Haute-Vienne.

Le RSA permet à 2 000 foyers limousins de vivre au dessus du seuil de bas revenus, soit 1 001 euros par unité de consommation au 31 décembre 2012. Néanmoins, 16 640 bénéficiaires de cette prestation demeurent en dessous de ce seuil.

Fin 2012, 14 000 personnes perçoivent l'allocation adulte handicapé. Parmi elles, 58 % n'ont pas d'autres revenus et 73 % sont des personnes seules, avec ou sans enfants.

Cette prestation a fait l'objet d'un plan de revalorisation de 25 % sur cinq ans. L'année 2012 marque la fin de ce plan.

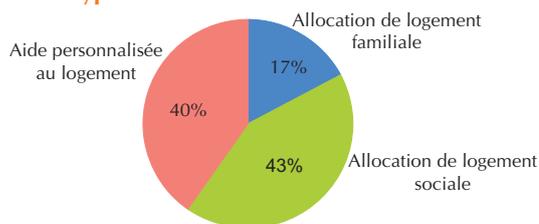
 **Violaine Hubert**  
Caisse d'allocations familiales de la Haute-Vienne  
**Mathilde Pierre**  
Caisse d'allocations familiales de la Corrèze et de la Creuse

## Caractéristiques des allocataires des CAF du Limousin au 31 décembre 2012

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Limousin	France métropolitaine
Nombre d'allocataires	35 204	16 895	65 567	117 666	11 006 076
Population couverte	90 344	41 130	155 841	287 315	29 340 321
Montant moyen mensuel des prestations versées aux allocataires	397 €	422 €	425 €	415 €	433 €

Source : Caisses d'allocations familiales

## Répartition des aides au logement par type d'allocation au 31 décembre 2012



Source : Caisses d'allocations familiales

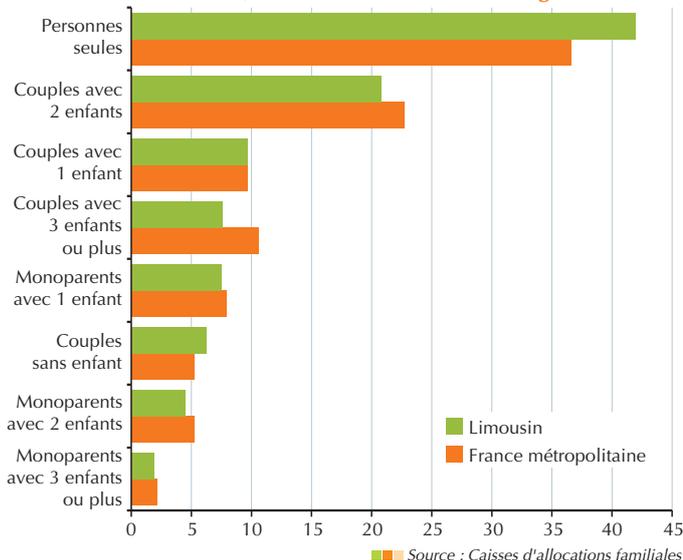
### Définition

Dans cet article, les "allocataires au 31 décembre 2012" sont ceux qui perçoivent au moins une prestation mensuelle légale au titre du mois de décembre 2012 (droit valorisé). L'allocataire est le titulaire du dossier. Il peut percevoir une ou plusieurs allocations pour son compte ainsi que pour les autres personnes rattachées à son dossier.

### Trois allocations d'aide au logement

- l'aide personnalisée au logement (APL),
  - l'allocation de logement sociale (ALS),
  - l'allocation de logement familiale (ALF).
- Ces trois aides sont versées pour aider les personnes aux ressources modestes à supporter la charge liée à leur logement (loyer ou remboursement de prêt). Elles ne sont pas cumulables.

## Répartition des allocataires des CAF du Limousin au 31 décembre 2012, selon la structure du ménage (en %)



Source : Caisses d'allocations familiales

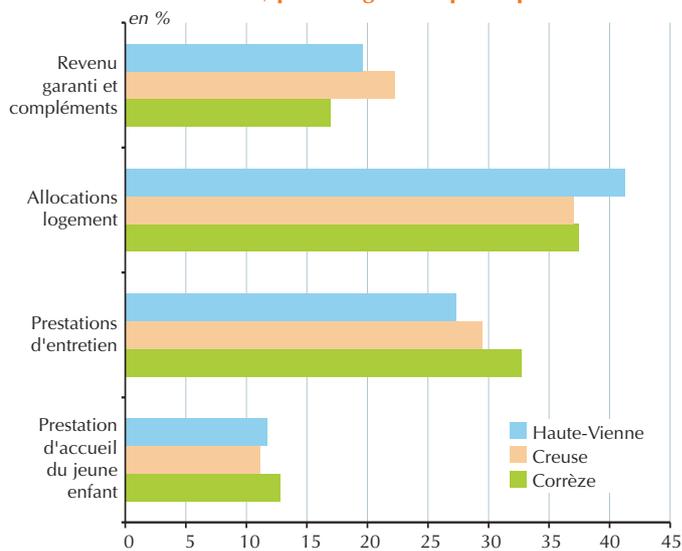
### L'aide aux familles

Les prestations familiales ont pour objectif la compensation financière des charges de famille en apportant une aide financière couvrant une partie du coût d'entretien des enfants (allocations familiales, allocation pour jeune enfant...) mais aussi en apportant aux familles les plus modestes une aide financière tout au long de leur éducation (complément familial) et/ou lors d'évènements particuliers (allocation de rentrée scolaire).

### Des garanties de revenus

Le revenu de solidarité active (RSA) garantit un minimum de ressources aux personnes sans revenu mais aussi aux « travailleurs pauvres » et constitue un dispositif de lutte contre l'exclusion et d'incitation au retour à l'emploi. L'allocation adulte handicapé (AAH) et ses compléments complètent les ressources des personnes handicapées pour leur garantir un revenu minimal.

## Répartition des prestations versées en Limousin au 31 décembre 2012, par catégorie et par département



Source : Caisses d'allocations familiales

## Répartition des prestations versées par les CAF du Limousin au 31 décembre 2012, par type de prestation

	Corrèze		Creuse		Haute-Vienne		Limousin		France métropolitaine	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Prestation d'entretien	16 581	33	7 332	30	26 603	27	50 516	29	5 381 137	33
Prestation Jeune Enfant	6 499	13	2 771	11	11 418	12	20 688	12	2 204 041	13
Prestations liées au logement	18 991	37	9 201	37	40 181	41	68 373	40	5 943 942	36
Revenu garanti et complément	8 615	17	5 533	22	19 047	20	33 195	19	2 861 469	17
<b>Ensemble</b>	<b>50 686</b>	<b>100</b>	<b>24 837</b>	<b>100</b>	<b>97 249</b>	<b>100</b>	<b>172 772</b>	<b>100</b>	<b>16 390 589</b>	<b>100</b>

Source : Caisses d'allocations familiales

La direction régionale de l'Insee remercie les organismes qui ont contribué à cet ouvrage :

**Caisses d'allocations familiales de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne**

Pour plus d'informations : [www.caf.fr](http://www.caf.fr)

**Cellule économique du Limousin BTP**

Pour plus d'informations : [www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com) - Région Limousin

**Comité régional du tourisme Limousin**

Pour plus d'informations : [www.tourismelimousin.com](http://www.tourismelimousin.com)

**Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt**

Pour plus d'informations : [www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr)

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi**

Pour plus d'informations : [www.limousin.directe.gouv.fr](http://www.limousin.directe.gouv.fr)

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement**

Pour plus d'informations : [www.limousin.developpement-durable.gouv.fr](http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr)

 **Directrice de la publication** : Fabienne Le Hellaye  
**Rédactrice en chef, coordinatrice** : Nathalie Garrigues  
**Maquette et mise en page** : Martine Hery, Jean-Christophe Olivier  
**Impression** : Sotiplan - Limoges